

**Carnet
de campagne**

p.3

L'irruption citoyenne ! nécessaire

• **Le train Rouge**
Positions et propositions p.8

• **FSU**
les enseignants des P.-O. en congrès p7

2 € - N°3911 - Semaine du 14 au 20 janvier 2022



SL-400

81 ERMEWA S.A.
E-mail: wagnon@ermewa.com
87 F-ERSA
0202 047-3



er
la
cgt

la
cgt

FEDERATION
DES CHIMIQUES
RETRAITES
CAEN

la
cgt
FEDERATION
DES CHIMIQUES
RETRAITES
CAEN

CAEN

la
cgt
FEDERATION
DES CHIMIQUES
RETRAITES
CAEN

**Le piège de l'inaction
« pré-électorale »
est déjoué**



Un vent nouveau semble se lever. C'est inédit. À quelques jours de scrutins majeurs pour l'avenir, je n'oublie pas les législatives, ça bouge. Et ça bouge dans le bon sens. Le sens du progrès pour tous. Ce n'est pas encore un grand vent installé et durable, il faut bien le reconnaître, mais il porte, en son sein, les odeurs et l'espoir d'une vie meilleure, au service de l'humain, simplement. Les handicaps sont pourtant là, pesants, envahissants, prégnants, qu'il s'agit de franchir : lta proximité électorale, la contrainte éditoriale des médias des milliardaires (sécurité, immigration, identité...), le « Virus » bien entendu et le décrochage déjà ancien et inquiétant d'une partie importante de la population quant à la confiance donnée à l'action et aux partis politiques. Mais, ça bouge... Le journal en témoigne, autant qu'il le peut. Et cela finira bien par imposer partout le débat, le vrai, autour des questions fondamentales.

Quelques-unes me viennent spontanément, qui, pour l'instant, ne sont que trop rarement évoquées.

La protection sociale par exemple, son avenir, cette merveilleuse invention populaire de solidarité et de cohésion nationale qui est aujourd'hui mise en danger, avec, pour aller vite, les projets déjà effectifs de suppressions des cotisations sociales et de fiscalisation étatique. Autre exemple, l'indépendance énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique, dans une période où l'énergie nécessaire aux français et aux entreprises manque, est soumise aux aléas de la spéculation sur les marchés et où on poursuit l'affaiblissement de l'entreprise nationale en lui imposant une vente à bas prix à ses concurrents commerciaux. Les droits des salariés dans l'entreprise, la construction d'une école populaire de la réussite pour tous, des services de santé à la hauteur de la civilisation d'aujourd'hui et des progrès techniques, des salaires qui permettent de vivre...

Nous souhaiterions débattre de tout cela. Il nous faudra l'imposer.

www.letc.fr

suivez-nous sur



Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérante /

Directrice de publication

Eulalie Arabia

Administrateur

Remi Cathala

Maquette Priscilla Beauclair

Une : © de haut en bas / P.B.

Jean Pouech, Enrique CC, Jean-P.

Illustrations : © Delgé

Impression

Imprimerie Salvador

33 bd.d'Archimède - 66200

Eine (France)

Webmaster

Priscilla Beauclair /

Dominique Gerbault

Publicité

Richard Siméon

Annonces

Présidentielles 2022. Présentation des propositions de Fabien Roussel sur la santé avec Marie Piqué

Dimanche 6 février à 14h — Salle des fêtes Bages. Mercredi 19 janvier : 6h - 8h — Hôpital de Perpignan. 10h - 11h — Centre de santé d'Elne ; 12h - 14h — Rencontre avec le personnel de santé au 44, avenue de Prades à Perpignan. 14h30 - 15h30 — Visite du quartier St-Gaudérique ; 16h — Rassemblement à Latour de France.

Rencontre-dédicace.

L'Amicale des Vétérans 66 invite Richard Vassakos

Professeur agrégé d'Histoire-Géographie, Doctorant en histoire contemporaine.

Jeudi 20 Janvier à 17 h — Maison des communistes à Perpignan.

Grève nationale

Jeudi 27 janvier, interprofessionnelle et manifestations à l'appel de l'ensemble des syndicats (hormis la CFDT).

Répression anti syndicale chez Cémoi



Depuis plusieurs mois, Marc Degremont fait l'objet de brimades, suite à une semaine de formation syndicale avec son syndicat CGT, à laquelle il a droit. Depuis 19 ans dans l'entreprise, il n'a jamais fait l'objet de sanctions ni de fautes professionnelles. « Depuis plusieurs mois, vous avez fait de Marc DEGREMONT une cible à abattre, et ce depuis qu'il a effectué une formation syndicale à la CGT. Ses collègues se sont déjà mobilisés pour le défendre, et, malgré cela vous réitérez et persistez. » déclare ainsi le syndicat départemental. Une manifestation de solidarité devant l'entreprise a eu lieu mercredi 12, entre 12h et 13h.

L'humanité n'a pas de frontière

Dans le but de médiatiser une politique de l'immigration qui rivalise avec la droite et l'extrême droite, le préfet du département, M. Stoskopf, avait invité la presse à l'opération de contrôle qu'il organisait dans le train de 18h 08 à la gare de Cerbère ce mardi 11 janvier. C'était sans compter sur la vigilance du Comité des sans papiers qui mobilisa ses militants pour faire entendre l'exigence d'hospitalité et d'humanité dont devrait faire preuve notre pays à l'égard de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants qui fuient les persécutions, la guerre ou la misère. Pris à son propre jeu médiatique, le préfet se vit contraint de répondre aux accusations argumentées qui lui furent adressées au nom d'une autre vision des rapports humains, fondés sur le respect de la dignité, la solidarité et une communauté de destin.



CARNETS DE CAMPAGNE

Énergie

Au secours ! Le charbon revient !

Face à la surconsommation hivernale, le gouvernement veut allonger la durée d'utilisation des centrales à charbon.

Les risques sont réels de ne pas pouvoir satisfaire la demande en électricité en cas de grand froid cet hiver. La production d'énergie d'origine nucléaire, qui représente 70 % de l'électricité tricolore n'a jamais été aussi basse. Mi-décembre, 17 réacteurs sur les 56 étaient à l'arrêt pour maintenance.

La fermeture des centrales à charbon est programmée, celle de Saint-Avold en Moselle doit cesser son activité le 31 mars, celle de Cordemais en Loire-Atlantique continuera de fonctionner jusqu'en 2024. Leur fonctionnement est plafonné à 750 heures annuelles. C'est ce plafond que le gouvernement veut relever pour éviter un black-out que l'éolien et le solaire, non pilotables, ne peut éviter. Dans ce débat, les salariés des centrales au charbon demandent la reconversion des sites en centrales à biomasse.

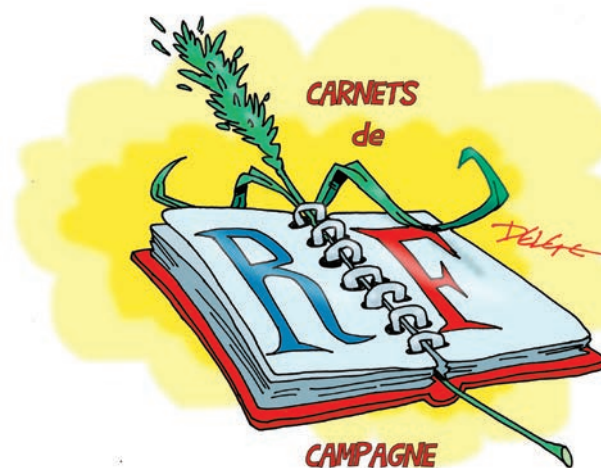
Un appel à voter Fabien Roussel

Des salariés de l'énergie ont lancé, en ce mois de janvier, un appel à voter Fabien Roussel, « pour une énergie sociale et écologique, pour ouvrir un chemin de renaissance d'une gauche rassemblée pour le progrès. »

Dans cet appel des centaines de salariés condamnent « la libé-

ralisation de ce secteur, mise en œuvre en France par les gouvernements successifs, qui a favorisé les profits mais aggravé l'incurie, imposant des hausses de prix insupportables aux populations. L'énergie doit donc être sortie d'urgence de la spéculation des marchés, de la guerre commerciale, ne plus servir de prétexte commode à une fiscalité punitive et injuste. Elle doit être considérée, à l'instar des brevets pharmaceutiques, comme un bien commun mondial. » La position claire et affirmée du candidat communiste en faveur du développement des centrales nucléaires pour assurer l'indépendance énergétique de la France et pour une énergie décarbonée remplaçant les énergies fossiles semble bien comprise par beaucoup de français.

Jacques Pumaréda



EDF devra vendre plus d'électricité à prix cassé à la concurrence

La baisse d'une taxe sur l'électricité, décidée en septembre, ne suffira pas à contenir à +4 % la prochaine hausse des prix au 1er février. Le gouvernement va donc augmenter le volume d'électricité nucléaire qu'EDF a obligation de vendre à ses concurrents au prix imbattable de 42 euros le mégawattheure. Soit six fois moins en moyenne que les prix actuels du marché. L'intérêt d'une telle décision ? La possibilité pour les fournisseurs alternatifs qui ne produisent rien de continuer à fournir à leurs clients de l'électricité à des offres en dessous des tarifs régulés.

Communication présidentielle

Le Président en mer de mensonges

Emmanuel Macron méprise encore une fois le peuple. Sa provocation oblige à une riposte politique majeure et concrète.

Il aura réussi son coup en faisant la UNE de toutes les éditions de la TNT et bien au-delà. Rien ne sert de le citer. Il a frappé toutes les têtes en ajoutant une tension de plus à toutes les autres. Le but est gros comme une maison : enflammer le pays pour mieux l'éteindre. Plutôt que d'inciter les Français à se tenir les coudes dans une crise sanitaire mondiale sans précédent, il masque sa politique de restriction du service public de la santé en utilisant la polémique qui fait rage. Tout le monde est fatigué. Il enfonce le clou en se livrant à une stigmatisation des non

il éveille la colère en chacun d'entre nous.

Un Président irresponsable

En allumant le feu, il déroule le tapis rouge pour que revienne au pouvoir une nouvelle version de la droite extrême avec ses vieilles recettes mises à jour par une récupération des revendications : la nébuleuse brune. Il prend aussi la responsabilité d'une éventuelle vague d'extrême droite populiste, antisociale et xénophobe, qui risque bien de remettre en cause les principes même de notre histoire républicaine. Péresse, Le Pen et Zemmour se sentent pousser des ailes et leurs déclarations tendent à récupérer le mécontentement pour donner à leur programme obscurantiste une couleur de liberté chérie. Avec le pass vaccinal, il crée donc un énorme malaise facile à récupérer par les mouvements sectaires et d'extrême droite.

Contre feu

En réponse à cette provocation, il ne se passe pas un jour où, ici et là, les forces démocratiques se mobilisent autour des valeurs de solidarité. La liste des initiatives est assez longue pour ne pas déclarer forfait du côté de la Sociale. avec des temps forts incontournables dans l'éducation nationale et le service public de la santé. C'est cette vague là qui compte et dans laquelle les communistes jouent pleinement leur rôle de rassemblement et d'espoir.

Yvon Huet

Vœux des m

Villefranche-de-Conflent - Cité de Vauban



© Ville de Villefranche-de-Conflent

Le maire Patrick Lecroq administre une commune à fort potentiel patrimonial. Le classement aux plus beaux villages de France et au patrimoine mondial de l'Unesco pour ses fortifications, a boosté le tourisme et la vitalité de la petite commune de 200 âmes (140 000 visiteurs /an). Délaissés plusieurs années, les remparts imposent d'énormes investissements. Pour combler élu.e.s et administrés, le loto du patrimoine viendra en aide à la restauration du bastion du Dauphin. Patrick Lecroq est satisfait : « C'est la reconnaissance de nos efforts pour sauvegarder le patrimoine exceptionnel que nous a laissé Vauban. » La commune gère les remparts, travaille à moderniser son site, créer une dynamique. La population rajeunit : « on a créé un tiers lieu où 17 associations animent la ville toute l'année. » Pour 2022, le maire souhaite : « une année de santé pour tout le monde, une année où les gens redeviennent dynamiques, solidaires et parlent projets et avenir. »



Coup de gueule du maire

« Pour collecter les ordures ménagères, la communauté de communes (comcom) a projeté d'installer des conteneurs enterrés à l'extérieur des remparts. Faut de financement escompté, le projet est stoppé. En remplacement, au lieu de poursuivre la collecte actuelle dans les rues, au prétexte que les sacs sont trop lourds pour les éboueurs, des bacs dits « provisoires » ont été installés hors remparts. Dès le 17 janvier, les habitant.e.s devront se déplacer, soulever l'encombrant couvercle des bacs, lever leurs sacs poubelles à une hauteur d'au moins 1 mètre pour les y déposer, épreuve quasi impossible pour les personnes âgées. De plus, on est un site Unesco dont, aujourd'hui, l'entrée est défigurée par une rangée de conteneurs. » Reconnaisant que « la solution extérieure n'est pas évidente, mais est à ce jour, la seule pour garantir la propreté et préserver les chaussées que détériorent les camions » Patrick Lecroq irrité, déplore de ne pas être écouté et ne pas avoir eu le temps d'apporter des explications aux administré.e.s, d'autant que la comcom refuse d'organiser une réunion publique.

Propos recueillis par Ray Cathala

Estagel

© photo jérôme VITABILE



Le pari du bonheur

En raison de la dégradation des conditions sanitaires, nous avons dû, une fois encore, annuler la traditionnelle cérémonie des vœux. Mais cela ne peut nous empêcher de résumer en quelques mots notre gestion municipale afin de continuer à travailler pour le bien commun.

Mais je souhaiterais d'abord très sincèrement remercier toutes les personnes qui ont œuvré pour faire vivre la commune d'Estagel. Rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui, inlassablement, ont permis de maintenir un lien social qui nous tient tellement à cœur : acteurs de la vie locale, de la vie économique, membres des associations, mais aussi les employés municipaux dont je sais le sens du service public.

Car c'est par la solidarité, le respect de l'autre, le bon sens individuel, dans la tolérance mutuelle que nous pourrions venir en aide aux plus précaires et refuser les injustices.

Les projets ne manquent pas pour 2022 : le Colysée, les Arcades, le Skate Park, les jardins familiaux... Mais aussi, donner vie aux propositions de conseil municipal des jeunes.

Je conclurai en adressant à toutes et tous mes vœux les meilleurs, en faisant le pari du bonheur et en rappelant ce mot de John Kennedy : « Ne demandez pas ce que votre commune peut faire pour vous, demandez ce que vous pouvez faire pour votre commune. »

Roger Ferrer

Lamanère

Au cœur des vœux de Gisèle Juanole maire, la réhabilitation du « Plaçot »

Dans cette commune de « l'extrême ruralité », un projet majeur pour « attirer du monde et revivifier l'action de la maire Gisèle Juanole et de son équipe : la réhabilitation du « Plaçot ».

Ce bâtiment qui abritait, jadis, une colonie de vacances dirigée par des religieuses, est à l'abandon d'en faire un hôtel rural avec chambres et gîte, plus une salle d'animation et d'exposition, un emploi de ge « Nous sommes fortement soutenus par le sous-préfet pour ce projet » se réjouit la maire, « le dossier est à 90 % de subventions entre État et Région sur un budget d'un million d'euros, vu la petite dimension de notre commune. Est aussi prévue la mise en place d'un parcours historique du village, l'ouverture de la mine, un micro-musée. N'oublions pas que Lamanère vient de la minière... »

L'équipe municipale s'est également associée au soutien aux collectivités forestières.



© Bertrand GRONDIN

Municipalités

Elne



En ce début d'année, le président de la République développe une stratégie de provocation verbale qui déshonore sa fonction. Il s'agit d'un « dérapage » contrôlé, d'une stratégie mûrement réfléchie, dont le but est d'attirer sans cesse l'attention sur lui et de fragmenter toujours plus la société française.

En stigmatisant les non vaccinés d'une façon vulgaire et honteuse, en faisant mine de les confondre avec les antivax, il se dédouane de sa gestion calamiteuse de la pandémie et de la faillite de sa vision de la santé dans notre pays. Incapable d'avoir pu créer la confiance dans la parole publique au vu des atermoiements du gouvernement face à la Covid 19, il tente de masquer sa responsabilité dans la grave crise que connaît notre pays en matière de politique hospitalière et de maillage du territoire en professionnels de santé, en particulier de médecins. Alors qu'il faut convaincre le président veut contraindre, alors qu'il faut se rapprocher du parlement et des collectivités territoriales, lui décide la méthode autocratique et autoritaire.

Fermetures de lits, déserts médicaux, indigence de l'hôpital public sont les marqueurs des politiques libérales qu'Emmanuel Macron n'a cessé d'aggraver. À Elne, l'équipe que j'ai l'honneur de conduire, a fait un choix clair : répondre publiquement aux besoins insatisfaits de la population en médecine générale avec la création du centre municipal de santé Ambroise Croizat.

A tous, je voudrais, avec les élus de la majorité municipale d'Elne, vous présenter mes meilleurs vœux pour 2022.

Nicolas Garcia, maire d'Elne
1^{er} vice-président du département.



© Bertrand GRONDIN

N.G.

Alénya



© Site Alénya

L'espoir de jours heureux

Vœux par vidéo pour le maire Jean-André Magdalou.

Saluant les efforts de chacun.e pour retrouver vie culturelle et fêtes, pointant les gestes d'entraide et de solidarité « *qui font notre force* » durant la pandémie, il image la situation par une citation d'Edmond Rostand : « *C'est la nuit qu'il est beau de croire à la lumière* ». Le maire souligne l'importance de l'année électorale : « *Moment privilégié pour impliquer les citoyens dans un grand débat et faire émerger des réponses à la hauteur du choc que nous avons subi. C'est le moment d'exiger que des moyens humains et financiers soient donnés à la santé, l'éducation et aux collectivités.* » Il encourage, « *ne nous laissons pas détourner des enjeux fondamentaux pour notre avenir. Nos dirigeants ont tout à perdre d'un débat sérieux et argumenté sur les effets de la pandémie qui viderait à un implacable réquisitoire contre les politiques libérales. Cette remise en cause ne se fera pas sans une irruption citoyenne !* » Il appelle de ses vœux ce débat de fond « *qui doit prendre le pas sur la caricature et le langage des réseaux dits sociaux qui s'imposent dans la solitude des écrans, tandis que d'autres s'agitent au grand jour utilisant la peur qu'il est facile de convertir en haine.* » Pour conclure, Jean-André Magdalou cite les différentes réalisations et projets de la commune et formule l'un de ses vœux les plus cher : « *Que nous puissions forcer ensemble la porte des possibles et renouer avec l'espérance de jours heureux.* »

Ray Cathala



CAFÉS LA TOUR

Torréfacteur à Perpignan depuis 1925

LE CAFÉ

FRAÎCHEMENT

TORRÉFIÉ



11, Av. Émile Roudayre
66000 PERPIGNAN
Tél. 04 68 61 24 18 / Fax. 04 68 61 55 51

» « *ifier le village* » est au centre de

ndon depuis des années. Il s'agit de la gestionnaire à la clé.

est en bonne voie, nous espérons notre commune, c'est possible. » m usée de la mine. Il ne faut pas

Chili

Tout commence maintenant

Âgé de 35 ans, Gabriel Boric deviendra le plus jeune président de l'histoire de l'Amérique latine le 11 mars 2022.

L'élection à la présidence de la République du candidat de la coalition « Apruebo Dignidad » qui regroupe de nombreuses organisations de gauche, avec la contribution décisive du Parti communiste du Chili, vient confirmer la profonde volonté de changement et de justice sociale qui s'exprime dans le pays, avec une force inédite, depuis le

grand mouvement populaire d'octobre 2019.

Parti d'une étincelle – la hausse de trente pesos du prix du ticket de métro à Santiago – ce mouvement est déjà parvenu à mettre à bas la Constitution néolibérale-autoritaire issue de la dictature Pinochet. Il débouche aujourd'hui sur l'élection à la tête du pays du premier président de

transformation sociale depuis Salvador Allende en 1970.

Une trajectoire exceptionnelle

Issu de la gauche autonome des années 2000, le nouveau président élu est passé par la Fédération des étudiants de l'Université du Chili en 2011, durant les grandes mobilisations de la jeunesse pour une éducation « gratuite, publique et de qualité ». Il est élu député en 2013 en tant qu'indépendant. Il sera réélu aux côtés de figures des luttes étudiantes comme Camila Vallejo, membre du Parti communiste. En 2017, il fonde le FA (Front large) positionné entre la gauche communiste historique et le Parti socialiste allié à la démocratie chrétienne.

C'est le mantra des dirigeants communistes depuis l'élection de

Gabriel Boric : « Hay que empujar los cambios desde el gobierno y la calle ». « Le gouvernement ne pourra rien s'il n'est pas soutenu et poussé par le mouvement social, s'il n'a pas les deux pieds dans la rue. » préviennent les communistes.

Sans le mouvement social rien ne se fera

Pour 2022, déjà plus d'une vingtaine d'organisations ont lancé des appels à des mobilisations sociales pour les semaines à venir, dont la CUT, le principal syndicat, le mouvement NO+AFP partisan de la fin du système des retraites par capitalisation individuelle. Après les succès électoraux enregistrés par les forces progressistes au Pérou, en Bolivie ou au Honduras, cette victoire résonne comme un nouvel acte d'espoir pour toute l'Amérique latine.

Jacques Pumaréda



Gabriel Boric candidat à l'élection présidentielle du Chili.

Kazakhstan

La révolte sociale fait vaciller le pouvoir

En quelques jours, le pays s'est embrasé. Une hausse des prix, notamment celle du gaz, a provoqué une protestation sans précédent depuis l'indépendance en 1991.

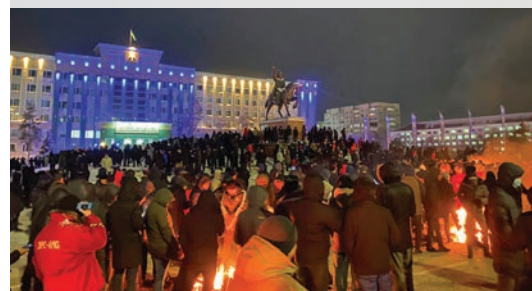
Pour tenter d'enrayer ce mouvement social qui avait gagné l'ensemble du pays, le président avait limogé le gouvernement et nommé le vice-premier ministre, Alikhan Smailov, premier ministre par intérim. Mais cette manœuvre n'a pas calmé la révolte qui a éclaté début janvier en raison d'une hausse des prix du gaz. Depuis 2019, le pouvoir en place a multiplié les réformes pour laisser le marché dicter les prix. C'est-à-dire mettre progressivement un terme à la subvention des prix pour les consommateurs de carburant. « Cela signifie que la quasi-totalité du commerce de GPL (gaz de pétrole liquéfié) se fait désormais sur des plateformes de commerce en ligne, à l'exception des ventes aux industriels », explique le journaliste Almaz Kumenov, du site *Eurasianet*. Un impact considérable pour les 19 millions de Kazakhs

qui conduisent à 80 % avec des véhicules fonctionnant au GPL et ne pouvaient donc y accéder.

Ce mouvement est profond

Ces augmentations ont donc déclenché début janvier les premières contestations à Zhanaozen, dans l'ouest du Kazakhstan. La réponse du gouvernement face à cette crise sociale a propagé la colère. Le ministre de l'Énergie a ainsi déclaré, le 2 janvier, que ni les autorités régionales ni son ministère ne peuvent influencer les prix du gaz qui sont formés par le marché. Mais pour Aïnour Kourmanov, militant communiste d'Oural, « ce mouvement est profond. Il vient de grèves qui ont éclaté un peu partout, comme à Tengizshevroil, Karaganda, Satpayev, de la part de salariés, mineurs, routiers excédés par les maigres

Rassemblement à Aktioubé, le 4 janvier 2022.



salaires, la hausse des prix et les mauvaises conditions de travail. Malgré les promesses sur le gel du prix du gaz ou une augmentation des salaires, les gens ne font plus confiance à l'exécutif, d'où une colère qui perdure. La répression risque d'être importante ».

Roger Rio

Kurdistan

« Il y a neuf ans, trois militantes kurdes étaient lâchement assassinées à Paris, vraisemblablement sur l'ordre de l'ambassadeur de Turquie et avec des complicités dans l'appareil d'État français, qui invoque le secret défense. Avec les associations kurdes, Fabien Roussel a exigé que toute la lumière soit faite sur ce triple crime et cette attaque inacceptable contre le territoire national. »

Congrès départemental de la FSU

Un moment important

La FSU tiendra son 10^e congrès national à Metz du 31 janvier au 4 février 2022. Son congrès départemental a eu lieu les 6 et 7 janvier au lycée Bourquin à Argelès.

La fédération syndicale unitaire (FSU) regroupe 22 syndicats, majoritairement de l'Éducation, mais aussi de Pôle emploi, de la PJJ, de l'Environnement, des Affaires culturelles, des Territoriaux, etc. La FSU 66 a tenu son congrès départemental les 6 et 7 janvier dernier afin de préparer le congrès national. Moment particulièrement important pour la FSU 66, puisqu'il officialisait le passage de témoins entre les anciens secrétaires départementaux, Jean-Paul Bareil et Marc Moliner, et les nouvelles secrétaires Géraldine Moralès, du SNES (syndicat du second degré) et Laure Martinez, du SNUipp (syndicat du 1^{er} degré). Deux jeunes femmes pour remplacer deux barbus !

Le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, était présent à ce congrès départemental.

Moment important aussi parce tout congrès permet de réfléchir sur des sujets qui sont au cœur des préoccupations des personnels, de leur métier et plus largement sur des sujets de société, comme l'environnement et les droits humains. Moment important enfin dans le contexte politique actuel, à la veille d'une élection présidentielle plus que préoccupante. Un congrès permet de réaffirmer des valeurs humanistes et le rôle, voire le devoir, des syndicats de donner des axes d'espoir.

Unité syndicale

De nombreux amendements aux textes préparatoires ont été discutés sur les deux jours. Entre autres sur la précarisation des personnels de l'éducation, la laïcité, l'école inclusive, le paritarisme, les migrants, l'égalité homme/femme, l'avortement en Andorre, la retraite, les salaires, l'extrême droite, la nécessité d'une union syndicale, liste non exhaustive.

Julien Berthélemy, pour la CGT, Marc Anglaret pour Solidaires, Jérôme Capdevielle pour FO et Rémy Landri pour la FCPE avaient répondu à l'invitation de la FSU. Le discours unitaire a été la base de toutes les interventions, la CGT appelant même à un « syndicalisme rassemblé ».

Le congrès s'est terminé sur l'annonce de la journée de grève du 13 janvier pour protester contre le protocole sanitaire intenable dans l'Éducation et sur la journée d'action nationale interprofessionnelle du 27 janvier sur les salaires.

Anne-Marie Delcamp



Quand le Sinistre de l'Éducation prend des mesures :



Entretien

Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, assistait aux travaux du congrès. Nous l'avons interrogé.



Benoît Teste, secrétaire général de la FSU.

Pourquoi assister au congrès des Pyrénées-Orientales ?

Une des préoccupations de la FSU nationale est d'améliorer l'écoute entre le national et les départements. Nous avons pu assister à vingt congrès départementaux. Il nous a semblé important de participer à celui des P.-O., d'abord face à la problématique de l'extrême droite sur Perpignan. Ensuite parce que la FSU 66 est particulièrement dynamique. Elle le prouve en renouvelant ses secrétaires par deux jeunes femmes et en travaillant en étroite collaboration avec les autres syndicats. Or l'unité syndicale est une autre préoccupation majeure de la FSU.

Qu'est-ce qui caractérise ce 10^e congrès de la FSU ?

D'abord il a lieu dans une période électorale pour le moins confuse. Nous devons être à la hauteur des enjeux et peser dans le débat contre les idées d'extrême droite.

Par ailleurs, les attaques contre le syndicalisme n'ont jamais été aussi violentes. La suppression des instances paritaires, et donc le lien de proximité avec les salariés, fait clairement apparaître la conception de Macron sur les « corps intermédiaires ». Il ne tolère les syndicats que s'ils accompagnent les réformes. Les « contestataires » ne sont pas écoutés.

Malgré tout la résistance existe. La mobilisation contre la réforme des retraites en est la preuve. Et nous sommes là pour contrer l'individualisme et faire vivre un réel humaniste et généreux.

Que pensez-vous de Blanquer ?

C'est un ministre insupportable ! Réactionnaire, démagogique, qui passe son temps à cliver, à trier entre les bons et les mauvais. Il n'y a qu'à voir son approche de la laïcité, totalement contraire à l'esprit de la loi de 1905. Même chose avec la mise en place de Parcoursup, qui n'est qu'un pur renoncement à la démocratisation. La riposte des personnels doit être à la hauteur du mépris qu'il leur manifeste.

Train Rouge

SNCF réseau se désengage

Au delà du « Train Rouge », c'est un vrai potentiel qui reste à exploiter dans le Fenouillèdes et au-delà. Des propositions se font jour.

L'affaire n'est pas anecdotique. Sans crier gare, SNCF Réseau, déclare « forfait » et ne renouvelle pas les investissements habituels qui lui incombaient, par convention, pour l'entretien des voies et la sécurité. Sans travaux, le train doit cesser toute activité. Le Train Rouge et avec lui, les convois fret.

Pas de réunions préalables et aucune concertation n'ont accompagné cette décision unilatérale. Simplement quelques arguments contestables, notamment la baisse importante du Fret sur la ligne et le manque de rendement. Le très fameux Train Touristique (TPCF), géré par une association, se trouve aujourd'hui en danger de mort. L'émotion est grande en Fenouillèdes et les réactions sont nombreuses.

Le Conseil départemental a donc réagi, unanimement. Faisant suite à une motion très offensive proposée par le groupe PCF, l'ensemble des élus ont voté la motion qui contient : « La direction régionale de SNCF réseau a décidé de ne pas renouveler au 31 décembre prochain la convention qui autorise les circulations du Train rouge entre Rivesaltes

et Saint-Martin-Lys. Cela aurait pour conséquence la fermeture de la ligne à tout trafic. (...) Cette décision, si elle est confirmée, est lourde de conséquences pour le pays cathare et le Fenouillèdes. Elle anéantit les efforts de valorisation de nos patrimoines historiques et naturels. C'est pourquoi le conseil départemental réclame à travers sa motion que le groupe SNCF réseau s'engage à poursuivre l'entretien régulier de cette ligne ». Responsabilité de l'État et du groupe SNCF, tout y est.

La rustine de l'État, 1,5 millions d'€, trois jours avant Noël !

Survient ensuite la déclaration dans l'urgence d'un déblocage de 1,5 millions d'euros. Si chacun s'est satisfait de cette nouvelle, qui permettra peut-être la mise en activité cette année, chacun pointe l'insuffisance criante pour le long terme.

Jean-Pierre Furlon, gestionnaire actuel de la ligne a déclaré : « La SNCF semble estimer que ce n'est pas une activité intéressante. Elle a commencé à lever le pied sur



Les responsables du PCF du Fenouillèdes préparent leurs actions à venir.

l'entretien.» Il pose la question de la pérennité du dispositif, non garantie.

Charles Chivilo, élu départemental du secteur, d'après le quotidien *La Dépêche*, voit plus loin : « D'ici 10-20 ans, j'imagine très bien des gens qui vivraient dans nos villages et qui pourraient emprunter cette ligne au quotidien pour aller travailler à Perpignan ». Une vraie question d'avenir est ainsi posée. De son côté, Jean-Luc Gibelin, vice président communiste à la Région, prévient : « Il ne faut pas que ce qui semble être une annonce du père Noël ne se change en annonce du père Fouettard », expliquant le danger déjà perceptible du désengagement de l'État et de la SNCF au détriment des collectivités territoriales.

La CGT et le PCF local vont beaucoup plus loin

« La CGT et les citoyens ne sont pas dupes des manœuvres électorales qui ont lieu actuellement et considèrent que cette annonce d'un plan de relance d'1,5 M€ est ridicule voire dérisoire face

aux besoins de transport collectif et d'un véritable service public ferroviaire sur cette ligne. Depuis des années, la CGT porte le projet de rouvrir cette ligne au trafic FRET et voyageur (TER)... Pour une unicité du réseau partout en France, il est bien du ressort de l'État d'être le seul gestionnaire et financeur de l'infrastructure ferroviaire ». Le syndicat évoque alors la somme de 200 000 euros nécessaire pour pérenniser la ligne fret et voyageurs.

Le PCF local ne dit pas autre chose. « Le train touristique est une bonne chose, mais il ne peut suffire à répondre aux besoins. Une ligne doit faire la jonction jusqu'à Quillan pour le fret et les voyageurs, c'est possible, une ligne TER. Une ligne qui puisse devenir un train du quotidien (...). Le projet d'un train électrifié est cohérent pour l'avenir. Pour avancer vers de tels objectifs, l'intervention citoyenne sera nécessaire. Nous allons travailler à ce projet dans les semaines qui viennent. Nous lançons, pour commencer, une pétition ».

Michel Marc

Le Train Rouge, lancé en 2001, connaît un succès continu, incontestable et incontesté (25000 passagers en 2019). Le Train Rouge du Pays Cathare et du Fenouillèdes, sur une ligne centenaire, relie donc Axat, dans l'Aude, à Rivesaltes. « Le voyage peut être fait en autorail ou en train découvert à la belle saison. Le trajet entre vignobles, vallées verdoyantes, plateaux désertiques, forêts épaisses est commenté » précise le site du train. Depuis son lancement, des améliorations ont sans cesse été apportées, riches et diverses, annexant au trajet lui-même diverses variantes et possibilités culturelles, sportives (vélo-rail), patrimoniales (les châteaux cathares), gastronomiques, qui font du train un exemple d'outil de découverte paisible d'un territoire, de ses richesses et de ses hommes et femmes qui y travaillent. C'est un plus économique et culturel. Un vecteur d'activités et de promotion. Et les projets ne manquent pas.



suivez-nous sur

Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site

Agriculture

Reculs inquiétants et abandons

La chute est sévère : la France métropolitaine a perdu plus de 20 % de ses exploitations agricoles en dix ans, notamment sous l'effet des nombreux départs à la retraite d'agriculteurs non remplacés.

Entre 2010 et 2020, 100 000 exploitations agricoles ont disparu et la France n'en compte plus que 389 000, selon les résultats provisoires du Ministère de l'Agriculture. Une sur quatre ! La France a toutefois maintenu la surface générale dédiée à l'agriculture, sauf dans les Pyrénées-Orientales où celle-ci a baissé de 10 %, révèle le dernier recensement agricole. Pour la Confédération paysanne, ces chiffres sont « alarmants sur le plan social, territorial et écologique ». Le syndicat voit dans la disparition de ces 100 000 exploitations agricoles « un plan de licenciements qui ne dit pas son nom » et pointe du doigt les « politiques libérales actuelles qui accompagnent les tendances à l'agrandissement des structures, à la « céréalisation » dans les territoires et à la désertification des zones rurales ». Face à un tel constat, la Confédération paysanne appelle à une réorientation en profondeur des politiques publiques, et « en

premier lieu de la PAC (politique agricole commune) ».

Une question sociale majeure

Pour le Modéf qui défend depuis 1959 les exploitations de taille modeste, les revenus sont la cause principale. Les prix payés ne sont souvent pas assez rémunérateurs pour les productions agricoles, comme dans la viticulture. « Un paysan se lève le matin avec deux soucis en tête » explique le président du Modéf : « Il pense à sa journée et à sa semaine puis s'interroge sur le prix payé pour ce qu'il produit (...) Le Modéf est porteur de la colère des paysans, ce n'est pas le syndicat des grandes exploitations. » et il rappelle que « la moitié des agriculteurs français vivent en dessous du seuil de pauvreté. » Plus que jamais, que cela soit dans notre département ou en France, l'installation de jeunes et nouveaux agriculteurs devient un enjeu prioritaire, sachant que dans 5 ans, 270 000 agriculteurs vont partir à la retraite. On compte aujourd'hui une installation pour deux à trois départs à la retraite. Ce nombre faible d'installations n'est pas lié au nombre de jeunes qui s'intéressent au métier, mais à la faiblesse des revenus qui ne permettent pas de vivre décemment de ce métier. Les deux organisations militent pour que des outils d'aide à l'installation et d'aide à la transmission soient mis en œuvre pour stopper l'hémorragie.



© Georges Barroil

La surface dédiée à l'agriculture a baissé de 10% dans les P.-O.

Dominique Poirot

En Català

Democràcia?



- Què en dius de la darrera del president Macron que vol "emmerdar tant com pugui" els que no són vacunats contra la Covid ?

- Bé, es veu tan clar que és una manera d'entrar dins la campanya electoral, triant de stigmatitzar una part minoritària de la població per intentar seduir els gairebé noranta per cent dels altres, que no vull justament fer com els altres i reaccionar com el toro quan l'hi fan moure un tros de teixit vermell davant del nas!

- És clar que el mecanisme és tan antic com conegut. És allò del boc emissari: escollir una víctima que carregues de tots els pecats, el sacrificis i visca la Pepa, tots els altres perdonats! Això ha anat funcionant tot al llarg dels segles, els migrants, sovint, han fet aquest servei... cal afegir a més, que si la cosa funciona tant bé, és també perquè l'individu o el grup social en qüestió ha de tenir alguna característica, més o menys real, que permeti de crear l'odi o al menys l'enveja de la majoria...

- ... que pot ser el color de la pell, el fantasma d'una riquesa excepcional, la responsabilitat dins el fet que les coses vagin malament...

- En el cas actual, pot ser senzillament que el que s'ha fet vacunar, sovint contra la seva voluntat, de vegades per no perdre la seva feina, no suporta que un altre se'n pugui escapar.

- Queda per això que aquests darrers anys els polítics, ben ajudats pels mitjans de comunicació sempre en busca d'espectacle, s'han adonat que lo de la dignitat de la funció d'un elegit, proposant al menys oficialment un cert nivell, dins dels comportaments com dins la manera de parlar, no era cap necessitat, i que al contrari més baixes i més sembla a vegades que guanyes terreny amb la gent.

- De fet, Donald Trump ha obert uns camins que fan por... i la formula de Macron recorda una feblesa molt forta de les nostres democràcies...

- ... i finalment una amenaça per elles a prendre en compte...

C&C

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION



TOURRES JEAN

Electricité ALENYA

**INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION**

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Association dédiée l'APEX

Violences faites aux femmes

Seul accueil de jour pour les femmes victimes de violences, l'APEX, 7 rue des rouges-gorges à Perpignan ne désemplit pas. Entretien avec Christine Guillaumes coordinatrice.

Conseillère en éducation sociale et familiale, Christine Guillaumes travaille depuis 20 ans sur les violences familiales. Désormais à l'APEX, association dont L'escalade, depuis 2008, est le seul accueil de jour pour les femmes victimes de violences conjugales. Elle nous reçoit dans cette maison au Haut-Vernet. Bureaux, salle de self-défense, salle de jeux pour les enfants, salon de groupes de parole, sanitaires... Des locaux aujourd'hui trop petits.

Présentez-nous l'APEX

Dés 2002 l'APEX a créé des groupes de parole avec les auteurs de violences et avec les victimes. Depuis 2008 cette maison

est consacrée à l'accueil de jour. Dans les locaux de l'UDAF (avenue Joffre) est basé un centre de prise en charge des auteurs de violences. Nous intervenons aussi dans les Maisons sociales de proximité du conseil départemental (Rivesaltes, Céret, Prades, Font-Romeu, Elne, Thuir) et assurons des permanences à Saint-Paul-de-Fenouillet et Port-Vendres. L'association est financée par l'État et bénéficie d'un fort soutien du conseil départemental.

Comment se passe l'accueil ?

Nous accueillons du lundi au vendredi avec ou sans rendez-vous des femmes avec ou sans enfants ayant subi des violences quelles qu'elles soient. Elles sont orientées par des professionnels ou viennent d'elles-mêmes, entre 5 et 15 par jour.

Comment intervenez-vous ?

On décortique avec elle où elle en est de cette violence, ce qu'elle attend de nous. Quand elles ne veulent pas partir de chez elles, on essaie de mettre en place des mécanismes de protection. Quand elles veulent partir, on organise tout, dépôt de plainte, avocat, hébergement... La séparation c'est le moment le plus dangereux, un auteur de violence ne supporte pas de perdre son objet.



Christine Guillaumes coordinatrice APEX.

Qui sont ces femmes ?

Elles viennent de tous les milieux, souvent des femmes en manque de confiance en elles, qui, de par leur parcours de vie, ont des blessures non cicatrisées. L'auteur s'y engouffre pour installer la violence. Toutes les femmes reçues ont vécu une histoire traumatique dans l'enfance ou l'adolescence, abus, attouchements... Mais aussi des paroles, certains mots dévalorisants d'une mère par exemple.

Et les auteurs de violences ?

C'est un homme qui a besoin d'exercer son emprise sur une femme, et, quelle que soit l'attitude de la femme, elle a toujours tort. Les auteurs aussi se sont construits par rapport à une souffrance, il faut beaucoup de séances de groupes de parole pour qu'ils changent.

Quand ils sortent de prison, ce sont des bombes à retardement, et ils sont trop rarement accompagnés.

Quid des enfants ?

Nous travaillons beaucoup avec eux, ils sont très impactés par l'atmosphère délétère du foyer, toujours sur le qui vive. On fait des entretiens, de la self défense non agressive, pour qu'ils se réapproprient une bulle de sécurité.

Comment jugez-vous les mesures annoncées récemment ?

Le gouvernement n'a rien inventé, tout se faisait déjà, mais maintenant c'est énoncé. Les choses bougent, au niveau de la loi, de la justice et on n'a jamais eu autant de subventions. Mais il faut continuer à combattre car on part de loin.

Recueilli par Nicole Gaspon



Salle consacrée aux enfants.

Les personnels du médico-social ont manifesté



© Michel Marc

A l'appel de la CGT, deux cent cinquante salariés du secteur médico-social du département, représentant plusieurs établissements publics et associatifs (IDEA, MAS, IME...) ont manifesté mardi matin. Devant la préfecture, les responsables prononçaient des discours revendicatifs. Ils y réclamaient sans surprise des augmentations de salaire pour tous les salariés, toutes catégories confondues (300 euros), des embauches, et critiquaient les postures nouvelles, « managériales » de certaines directions d'établissements. Après s'être donné rendez-vous pour d'autres mobilisations, ils manifestaient ensuite pour aller « expliquer » au député Romain Grau les raisons de leur colère.

Michel Marc



© Michel Marc

Rugby à XV

La victoire de la survie

En gagnant à Biarritz (23-25), l'USAP s'assure une victoire importante pour la suite de la saison

Oh non ! Ce ne fut pas un grand match. Par contre l'USAP a su gagner la rencontre qu'il ne fallait pas perdre... Le Biarritz Olympique, par ailleurs, fut loin de ressembler à une équipe Top 14. Quant à ses supporters, certains commencent à s'apparenter à ceux du ballon rond. Navrant !

Quel accueil !

Image surréaliste de l'arrivée du car de l'USAP derrière les tribunes du stade Aguiléra : aucune barrière protectrice, les joueurs catalans conspués alors qu'ils essaient de récupérer leur sac dans les soutes à bagages. « Avec mon fils nous avons eu honte de voir certains pseudo-supporters du BO cracher sur le car des joueurs catalans », rapportera un supporter, un vrai, du BO. D'aucuns diront que c'est une ambiance bon enfant. Mais bien sûr !

Or Biarritz est souvent à dix mille lieues du mot sécurité. Ah ! Vous parlez du match Biarritz-Bayonne, accession au Top 14 en juin dernier ?

12 000 spectateurs alors que la jauge tolérée était de 5 000. Avec une jauge identique ce samedi, ils ont réussi à caser 8 000 spectateurs. Décidément ils ne savent pas compter les Biarrots ! Mais alors le BO sera sanctionné par la Ligue ? Alors, alors... ici, ici c'est Biarritz !

L'USAP a gagné ou le BO a perdu ?

Le coach de Biarritz Matthew Clarkin, très dépité par la défaite des siens, fait son mea

culpa : « On s'est trompé dans la maîtrise, les décisions pour scorer, le coaching ». En effet comment peut-on laisser sur le banc un buteur comme Brett Herron et le remplacer par un joueur qui manqua des coups de pied faciles ? Des mauvais choix du côté du BO qui firent le bonheur des Catalans. Menés à la pause 13-8, les joueurs de l'USAP avaient produit une piètre exhibition durant les premières quarante minutes. Mais ils étaient restés au contact. Puis dès l'entame de la seconde période, l'USAP, en appuyant sur l'accélérateur et en dominant son adversaire grâce à son pack, sut faire grossir le score. 13-22 pour les sang et or, malgré les insultes descendant des tribunes à l'encontre de Melvyn Jaminet (pourquoi lui ?) et du capitaine Mathieu Acebes qui eut le tort de naître à... Bayonne, même s'il porta le maillot de Biarritz pendant quatre saisons. Déplorable ! Trois essais à un pour l'USAP. Inespéré ! Alors que les supporters les plus enthousiastes entrevoyaient même un bonus offensif, les Catalans retombaient dans leurs travers, se faisant pénaliser sur les rucks, perdant des ballons importants, parfois le contrôle de leurs nerfs.

Prenant deux cartons jaunes (justifiés ou pas !) délivrés par un arbitre qui alterna le bon et le moins bon

mais sut rester impartial. Suspens assuré au cours de ce match où il fut difficile pour le supporter catalan de rester assis devant la télé.

À cinq minutes de la sirène le BO repassa devant. Mais une minute plus tard, c'est Melvyn Jaminet qui redonna l'avantage aux bleu azur. Ambiance étouffante ! Il restait une petite minute à jouer quand Biarritz hérita de la pénalité de la gagne. Leur buteur Herron laissa les Biarrots... le bec dans l'eau. Le vent, qui avait perturbé toute la rencontre, choisit l'USAP comme vainqueur. Ouf !

Quel bilan ?

La pandémie perturbe terriblement le Top 14. Quinze journées devraient être jouées actuellement, mais de nombreuses équipes ont des matchs en retard. Toulon se retrouve à un point derrière l'USAP mais avec trois matchs en moins. Difficile donc de bien visualiser la situation si ce n'est que les Catalans ont pris trois points d'avance sur les Biarrots, seuls derniers. La défaite de Brive à domicile face à Bordeaux fait des

Brivistes un concurrent direct au maintien. Les deux dernières places se joueront dorénavant à trois.

Même si tout fut loin d'être parfait pour l'USAP à Biarritz, cette journée aura été très bénéfique.

Fins aviat !

Jo Solatges



La rubrique du randonneur

LE P.O.T Rando' Club propose... Dimanche 16 janvier Saint-Hippolyte



C'est en l'an 963 qu'apparaît pour la première fois le nom de Saint Hippolyte sous la forme Sanctus Ipolitus. Il est cité dans une charte par laquelle Almaric, archiprêtre, donne à son église d'Elna ses vignes de Saint Hippolyte.

Une présence humaine est attestée depuis les Romains. Une borne milliaire a été retrouvée en 1847 dans l'abside de l'église du village où elle était utilisée comme support d'autel. Le milliaire provient en effet de la Voie Domitienne qui passe à proximité de Saint-Hippolyte et qui reliait Rome au sud de l'Espagne. Il porte une inscription mentionnant l'empereur Constantin le Grand (306-337). La borne est exposée à l'entrée de l'église actuelle.

En 1101 apparaît une famille éponyme, avec Guillem Raimond lequell tient, pour Pierre-Bernard d'Alvari, un fief à la fontaine de Salses. On trouve mention d'un château en 1192 aux mains de Raymond de Saint Laurent lequell fait aveu au roi Alphonse II pour le castellum Sancti Ipolit.

C'est au XIIIe siècle que la Commanderie du Mas Deu de l'ordre des Templiers prend progressivement possession

du territoire et de la seigneurie de St Hippolyte.

Une politique constante d'achats de droits, de dîmes et de parts du castrum aux familles nobles qui les possèdent – les Castell surtout, les Vernet ou les Villadamar – leur permet de devenir les seigneurs uniques du lieu et d'y avoir un Commandeur du castrum de Saint Hippolyte.

Probablement dès 1209, existe l'enceinte du village comme le laisserait penser l'expression « castrum cum dominibus ». En 1211 puis en 1236 le château érigé en co-seigneurie, entre les familles de Vernet et de Castell, est vendu par les deux parties aux Templiers. (*)

Durée : 4h15. Dénivelé : 20 m. Difficulté : facile. Assurance journalière 3€. Repas grillade : apporter apéro, vin, eau, viande... Départ : 8h45 au parking de la piscine du Moulin à Vent à Perpignan.

Renseignements Jean-François : 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

(*) Pour plus de détails voir le TC numérique, rubriques département, sport, culture.

-annonces légales-annonces légales-annonces légales-annonces légales-

SASU MONTAGUT

Société par actions simplifiée au capital social de 10 000 € en liquidation
Siège social : 45 Avenue Émilie Roudayre - Résidence les peupliers 2 Bât K - 66000 Perpignan
810 434 290 RCS Perpignan
Selon PV du 18/10/2021, les propriétaires indivis de la totalité des actions de la Société ont désigné, à l'unanimité, M. Adrien MONTAGUT demeurant 7 rue Duplot - 69003 Lyon pour exercer les fonctions de liquidateur en remplacement de M. Alain MONTAGUT.
Modification sera faite au RCS de Perpignan.

EARL DOMAINE GRAIN D'ORIENT

Capital social de 9.000 euros
N° 799816012 RCS Perpignan

Siège social : Avenue de l'Ermitage - 66220 Caudies de Fenouillèdes
Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 décembre 2021, la cession des parts entre associés, de M. Christian Bourg à M. Patrice Bourg, a été validée à l'unanimité. Le capital reste inchangé.
Mention sera faite au RCS de Perpignan.

COMMUNE D'ELNE

AVIS AU PUBLIC

Enquête publique sur le projet de modification de droit commun n°9 du PLU
2ème insertion
Il est rappelé que l'enquête publique sur le projet de modification n°9

du Plan Local d'Urbanisme (PLU), dont l'arrêté municipal en date du 17 décembre 2021 a été inséré dans ce même journal, la semaine du 24 décembre 2021 au 6 janvier 2022, se déroule à la mairie d'Elne du lundi 10 janvier 2022 au vendredi 11 février 2022 inclus.

Ce projet a pour objet :
la modification des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en zone 4AU afin mettre à jour le schéma de principes : en augmentant l'emprise des zones d'habitations au Nord et au Sud, et en donnant des possibilités de logements dans les anciens ateliers bâtis contre le complexe industriel, en réduisant le grand mail au profit de voies de circulations destinées à desservir la ceinture de la zone centrale, futur espace public écologique (îlot de fraîcheur), en supprimant des poches de stationnement au profit de zones de parking linéaires intégrées dans le végétal et longeant les voies, en permettant des commerces dans les zones d'habitations à proximité de l'avenue Narcisse Planas
La modification de l'article 4AU 1 du règlement afin de supprimer les commerces nouveaux parmi les occupations interdites
La modification de l'article 4AU 2 du règlement afin d'autoriser les commerces nouveaux, parmi les occupations soumises à des conditions particulières,
La modification de l'article 4AU 10 du règlement afin de fixer la densité des constructions à R+3 au lieu de R+2 actuellement.
La modification de l'article 4AU 12 du règlement afin de définir une règle sur le stationnement pour les commerces nouveaux.
Les pièces du PLU qui sont modifiées ou les pièces complémentaires apportées, sont :
- l'exposé des motifs des changements apportés
- le règlement
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation sur le site de l'ancien Marché de Gros
Le projet a fait l'objet d'une décision de dispense d'évaluation environnementale le 19 octobre 2021 après examen au cas par cas, en application de l'article R. 104-28 du Code de l'Urbanisme.
Monsieur Jacques MERLIN a été désigné en qualité de Commis-

saire-enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

L'enquête se déroulera à la mairie d'ELNE, siège de l'enquête, pendant 33 jours consécutifs, du lundi 10 janvier 2022 au vendredi 11 février 2022 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie soit de 9h à 12h et de 14h à 17h les lundis, mardis, jeudis et vendredis et le mercredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier, consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser au Commissaire-enquêteur par correspondance à la mairie d'ELNE, 14 boulevard Voltaire, BP11, 66200 ELNE, ou par mail à l'adresse : enqueteepublique@ville-elne.com en précisant l'objet de l'enquête et en spécifiant « à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur » « modification de droit commun n°9 du PLU ».
Le dossier sera également consultable sur le site internet de la commune d'ELNE : www.ville-elne.fr, onglet « urbanisme » - rubrique « modification de droit commun n°9 du PLU ».
Il sera aussi consultable en mairie sur la borne numérique tactile prévue à cet effet.
Le Commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations aux heures et dates suivantes :
- le lundi 10 janvier 2022 de 9h00 à 12h00
- le vendredi 11 février 2022 de 14h à 17h00
Toute personne peut obtenir communication du dossier d'Enquête Publique sur sa demande et à ses frais, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, en s'adressant à la Mairie d'ELNE.
La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est Monsieur Nicolas GARCIA, Maire d'ELNE, 14 Boulevard Voltaire, 66200 Elne, (tél 04 68 37 38 39).
A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos par le Commissaire-enquêteur qui disposera alors de trente jours pour établir et transmettre au Maire son rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies et consigne dans un document séparé ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables au projet.
Pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, le rapport et les

conclusions seront tenus à la disposition du public en mairie d'ELNE, à la Préfecture des P.O. et publiés sur le site internet à l'adresse www.ville-elne.fr

Au terme de l'enquête publique, le Projet de modification de droit commun n°9 du PLU sera soumis pour approbation au conseil municipal de la Commune d'Elne,
Le Maire, Nicolas GARCIA

SCI «L'OVALIE»

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous signature privée en date du 17 Décembre 2021 à Millas, il a été constitué une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :
Objet : Acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement et l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers.
Dénomination : SCI «L'OVALIE»
Siège social : 5, Rue Font de la Mille 66170 MILLAS
Durée : 99 années
Capital social : 200 Euros (deux cents euros)
Les apports sont exclusivement en numéraire.
Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité de ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.
L'exercice social commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.
Gérant : Monsieur Alain BOBO, demeurant à Millas (66170), 5, Rue Font de la Mille.
La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Perpignan.
Pour avis



Habilité à la parution
de vos **annonces**
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Ma France Heureuse, solidaire et digne

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et député du Nord, candidat à l'élection présidentielle, publie un livre.

Pour se présenter et avancer les premières propositions qu'il souhaite verser au débat.
Un livre à lire et faire lire absolument.

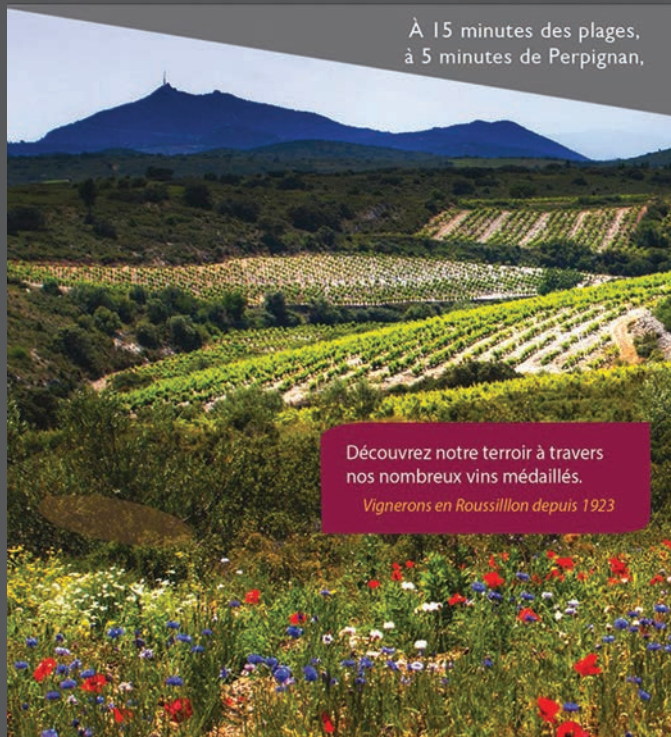


Ce livre, au prix unitaire de 16,50 €, est à commander auprès de la fédération du PCF 66 fede66@66.pcf.fr, les chèques doivent être à l'ordre de « ADF PCF 66 » et envoyés à
Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.

VIGNOBLES
DOM BRIAL



À 15 minutes des plages,
à 5 minutes de Perpignan,



Découvrez notre terroir à travers nos nombreux vins médaillés.
Vignerons en Roussillon depuis 1923

Patrimoine du Roussillon

Renseignements - 04 68 64 22 37
www.dom-brial.com - 14 av. Maréchal Joffre- 66390 BAIXAS

Le Midi Rouge

Un résistant oublié : Raymond Naves

Le n°37 du Midi Rouge honore, parmi d'autres sujets d'intérêt, la mémoire de Raymond Naves, professeur de lettres, résistant, mort en déportation.

Un lycée et une avenue portent à Toulouse depuis la fin de la guerre le nom de Raymond Naves. Peu de toulousains et encore moins d'élèves du lycée où ils ont

longuement étudié connaissent l'histoire de cet homme. Professeur de lycée puis d'université, militant socialiste et syndicaliste de Montpellier, Béziers et Toulouse, il mena à Toulouse d'intenses activités de résistance, y fut arrêté en février 1944 et mourut en mai 1944 au camp d'Auschwitz-Birkenau où il avait été déporté. Il avait été, preuve assurée de l'importance de ses activités résistantes, désigné durant la clandestinité pour devenir le maire de Toulouse libérée. Après un long et surprenant silence, un livre paru en 2020 lui est consacré par Pierre Petremann : Raymond Naves, un humaniste en résistance, Elerika Leroy le présente. Hommage est donc enfin rendu au lettré, spécialiste de Voltaire, qui débuta ses importantes activités de résistance à l'université de Toulouse.

C'est là qu'il fut arrêté en février 1944 par la police allemande, ayant quitté son logement clandestin car il voulait absolument terminer pour ses étudiants son cours sur Marcel Proust.

Entre autres biographies, l'évocation d'Emile Jourdan

Cet exemplaire du Midi Rouge comprend aussi un long exposé d'André Balent, fruit de ses recherches sur le résistant biterrois Fernand Pagès (alias Dessenne). Ayant découvert que le père de Pagès avait été déserteur pendant la guerre de 1914, Balent reconstitue l'histoire des deux hommes, ce qui n'est pas toujours particulièrement simple. Un texte de Kareen Bouissière-Boulle parle du maquis de Laurens (Hérault), ma-

quis de l'Armée secrète, un autre, d'Hélène Chaubin des premiers votes féminins dans l'Hérault en 1945. Jordi Taurinya évoque avec vivacité des événements survenus en mai 68 au lycée de Prades. Pierre Chevalier analyse un ouvrage de Geneviève Dreyfus-Armand sur les enfants espagnols au camp de Rivesaltes.

Parmi les biographies on notera, écrite par Raymond Huard, celle d'Emile Jourdan qu'il conclut ainsi : « *Emile Jourdan a incarné dans le Gard un certain type de militant communiste issu du monde ouvrier, toujours attentif aux besoins populaires, imperméable à toute démagogie et à toute personnalisation du pouvoir. Par son action, il a donné toute sa dignité à la fonction d'élu politique.* »

Yvette Lucas



Livre

Antivax

Histoire de la résistance aux vaccins du XVIII^e siècle à nos jours de Françoise Salvadori

Selon une enquête récente, plus de 40 % des Français considèrent que les vaccins ne sont pas sûrs. La rougeole s'étend sur notre territoire, la diphtérie réapparaît en Europe, le monde voit s'éloigner la possibilité d'une prochaine éradication de la poliomyélite, seuls 20 % des infirmiers se vaccineraient contre la grippe saisonnière... Comment expliquer cette vague de méfiance, menaçant de faire ressurgir en Occident des maladies que l'on pensait disparues ?

Oppositions religieuses, arguments écologiques, préventions contre une industrie Big Pharma et un État Big Brother...

Si internet facilite aujourd'hui la diffusion de théories conspirationnistes, la plupart des courants « an-

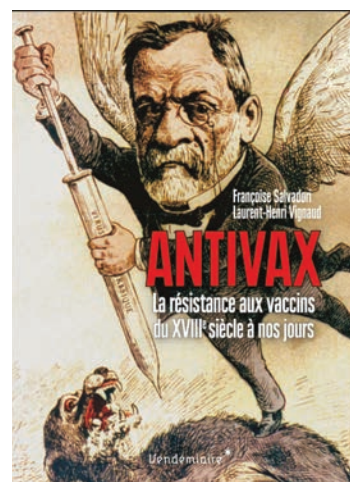
tivax » modernes reprennent des arguments nés dès le XVIII^e siècle.

Pasteur lui-même ne fut-il pas en son temps accusé d'être un spéculateur vantant les mérites d'un procédé qui aurait fait plus de victimes que la maladie elle-même ?

Françoise Salvadori, docteur en virologie/immunologie et maître de conférences à l'Université de Bourgogne, a réalisé une enquête sur trois siècles d'oppositions à une révolution médicale, qui fait le point sur toutes les polémiques actuelles à la lumière des débats du passé.

Jean-Michel Galano

Ses travaux s'orientent vers les sciences humaines, en particulier les controverses sur la vaccination.



radio @rrels

Perpignan

Théâtre de l'Archipel. *Dimanche 16 au mardi 18 janvier à 16h30* : théâtre jeunesse *La vie animée* de Nina W par la Compagnie les Bas bleus 12€.

Jeudi 20 janvier à 20h30 : *La Mouette* d'Anton Tchekhov 30€/12.

Institut Jean Vigot. *18 janvier à 18h30* : projection *Maghreb si loin... si proche*.

Palais des Congrès. *Mercredi 19 janvier à 20h29* : théâtre Ben Mazué 34€.

Théâtre des possibles. *Vendredi 21 janvier à 20h30* : théâtre *Les Femmes invisibles*.

El médiateur. *Jeudi 20 janvier à 20h*. Concert *Lent*.

Librairie Torcatis. *Samedi 22 janvier de 16h30 à 18h30*. Jacques Issorel dédicace son dernier livre *Une lettre pour Alexandro Giovaninetti*.

Alenya

Salle Oms. *16 Janvier à 18h* : musique *Concert du Nouvel An* par l'OSAR 15€.

Banyuls sur Mer

Salle Novelty Banyuls. *16 janvier à 16h*. Concert *Les Amis d'Alain Marinaro* Tarif :12€.

Le Boulou

Complexe Échards. *15 janvier à 20h* *Fête de Saint Antoine* : musique 20 €.



Livre

Un livre, une enquête, un voyage...

Avec « Une lettre pour Alessandro Giovaninetti », Jacques Issorel s'éloigne des lettres hispaniques pour inviter à un voyage plein de rebondissements et de suspens.

Ancien professeur de langue et littérature espagnoles à l'Université de Perpignan, Jacques Issorel, aujourd'hui retraité, n'en continue pas moins à poursuivre travaux et publications sur les thématiques liées à sa vie professionnelle. *Le Travailleur catalan* s'est ainsi fait l'écho de ses derniers ouvrages sur le poète et éleveur de toros andalou Fernando Villalón, sur Machado... Voilà qu'avec *Une lettre pour Alessandro Giovaninetti*, Jacques Issorel délaisse son terrain familial pour proposer une pure fiction bien loin des terres ibériques.

À l'origine du livre, les cours d'italien que l'auteur suit depuis plusieurs années, des souvenirs de lecture, de lieux qu'il a visités... « *Le récit s'est ensuite imposé,* » avoue-t-il, « *certain personnage m'est apparu comme doté d'une existence réelle.* » Ouvrir ce roman, c'est s'embarquer pour un voyage qui, parti

du quai Vauban à Perpignan, entraîne le lecteur en URSS, des ors du Bolchoï à la grisaille du Goulag, en Californie et en Italie.

Au départ de l'intrigue, la rencontre avec Helena, misérable SDF, dont la triste histoire émeut et intrigue le narrateur. Avant d'être cette pauvre vieille femme, Helena a été une ballerine talentueuse dont la carrière et les amours ont été brisées par la police politique soviétique.

Elle n'a plus jamais rien su de son amoureux, Alessandro Giovaninetti, un beau danseur italien. Aidé de son ami Marco, le narrateur va mener l'enquête. En bons universitaires ils commenceront par effectuer des recherches sur internet, avant d'aller au charbon. Voilà nos deux apprentis détectives trébuchés entre Los Angeles et Bologne, et même jusqu'à un mystérieux château dans la campagne italienne, non sans se mettre en danger.



Une intrigue rondement menée, une écriture alerte, du mystère, de l'humour, des amours contrariées, de l'art, l'ombre de la mafia... tous les ingrédients d'un bon roman à suspens, cette *lettre pour...* se déguste comme du petit lait.

N.G.

Ed Trabucaire 15€

Cinémaginaire

Maghreb si loin si proche.

Même les fourmis ont des ailes

Sous l'intitulé *Cultures, Mémoire*, le 25^e festival Maghreb si loin si proche se déroulera du 15 au 30 janvier dans quatorze lieux de l'Aude et des Pyrénées-Orientales.

Des projections-résistances pour des temps incertains, annonce Jean-Pierre Bellay, qui précise : *Locale mais aussi universelle, notre filmographie vient de tout le Maghreb mais aussi s'attache à montrer que le sud de la Méditerranée appartient à l'Afrique, plutôt aux Afriques, celles de l'exil, de la confrontation, et des luttes émancipatrices. Que nous soyons en des temps incertains, écrivions-nous, même, dangereux, des deux côtés de la Méditerranée, les mêmes questions, les mêmes gestes se répètent, et devraient nous unir.*

Ce sont bien quatorze lieux qui accueilleront le festival : Argelès-sur-mer les 15 et 16 janvier ; Li-

moux le 16 ; Pépieux le 18 ; Perpignan le 18 et le 20 ; Quillan le 19 ; Lézignan-Corbières et St-Paul-de-Fenouillet le 20 ; Canet-en-Roussillon et Prades le 21 ; Cabestany le 22 et le 23 ; Gruissan le 24 ; Alénia le 26 ; Ferrals-les-Corbières le 26 et le 28 ; Banyuls-sur-Mer le 27 ; Elne le 29 et le 30. Vingt-et-un films au total, dont plusieurs avant-premières : *Fadma, même les fourmis ont des ailes* de Jawad Ralib ; *De nos frères blessés* de Hélier Cisterne ; *Qu'ils partent tous* de Sara Nacer ; *Rêve* de Omar Belkacemi. Les premiers invités seront Maël Rouin Berrandou et Judith Chemla, puis Joussour, producteur à Argelès, Merzak Allouache et Mohamed Latrèche à Perpignan.

Y.L.

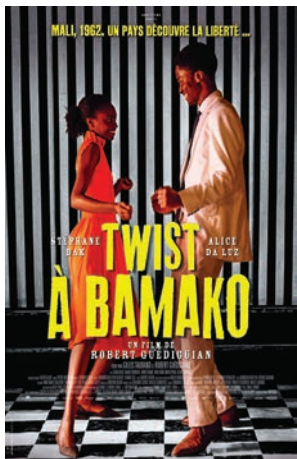
Cinéma

Twist à Bamako

L'Afrique inspire à Robert Guédiguian un vingt-troisième film militant, certes, mais aussi romanesque, swing et coloré...

Une jeunesse éprise de liberté et de rêves, bulles de bonheur dans le fracas de l'histoire. Une histoire à la *Roméo et Juliette*, celle de Samba et de Lara, qui vont vivre un amour passionné, d'autant plus fou qu'il va s'avérer interdit. La tragédie s'annonce. Elle est comme une métaphore de celle qui va frapper le pays.

C'est un moment d'utopie en action, une parenthèse enchantée dans l'histoire d'un continent marqué par les tragédies, où le militantisme est consubstantiel à la fête et, plus particulièrement, le twist, la musique de l'ex colonisateur. Le regard plein d'empathie du cinéaste n'empêche pas sa lucidité sur le pouvoir patriarcal des chefs de village ou des notables urbains, qui sous couvert de traditions vont couper les ailes à une révolution en marche. Tous s'accrochent fort bien d'un colonialisme persistant, et du sort terrible réservé aux femmes maliennes, en 1962 comme aujourd'hui. Le cinéaste interroge comme à l'accoutumée les questions sociales et politiques, les deux



étant pour lui indissociables. La bande-son du film nous fait redécouvrir les meilleurs morceaux de Claude François, Johnny Halliday, Ray Charles et aussi du malien Boubacar Traoré, et rappelle à quel point la musique occidentale avait fait souffler sur la jeunesse malienne, au début des années 60, un vent de liberté... que d'aucuns jugèrent contre-révolutionnaire.

Les images du photographe Malick Sidibé, intégrées avec brio à la mise en scène, ponctuent ce bel hommage à une jeunesse d'hier dont les aspirations font écho à celle d'aujourd'hui.

« *Je crois que la lutte des classes est universelle comme ce qu'elle induit, la volonté d'un meilleur partage des richesses. Sous toutes les latitudes, quel que soit le costume, quelle que soit la langue, la religion, la couleur de peau... C'est ma grille de lecture* » (Robert Guédiguian).

E.B.

Université Populaire du Travailleur Catalan

Les conférences redémarrent...

Fidèle à sa volonté de faciliter l'accès à la culture et de contribuer au débat démocratique, l'UPTC reprend ses activités.

Bien que la pandémie pèse sur les activités culturelles, l'Université Populaire du Travailleur Catalan entend maintenir cette année son rythme mensuel de conférences. Aussi pour les premiers mois de 2022, auront lieu les conférences suivantes :

- le 28 janvier, La gauche aux Etats-Unis par Christophe Deroubaix, journaliste spécialiste des USA ;
- le 25 février, La gratuité par Jean-Louis Sagot-Duvaurox, phi-

losophe et dramaturge ;

- le 4 mars, en partenariat avec les Amis du Monde diplomatique, En travail par Bernard Friot, sur le livre écrit en commun avec Frédéric Lordon ;

- le 25 mars, L'Algérie par Alain Ruscio, historien, spécialiste de la colonisation ;

- le 29 avril, Les enfants volés du franquisme, par Diego Arrabal, universitaire écrivain.

Bien entendu la situation sanitaire interdit, pour l'instant, l'organisation des buffets succédant aux conférences.

Rappelons que l'UPTC filme chacune des conférences pour les proposer sous forme de DVD (prix : 5 €) à celles et ceux qui n'ont pu assister aux soirées qui les intéressent.

Aujourd'hui, grâce au travail de quelques volontaires, l'UPTC met en place une bibliothèque de plusieurs milliers d'ouvrages portant sur un large spectre de disciplines. Un lieu qui devrait être ouvert aux membres de l'association au cours du second trimestre.

René Granmont

Bulletin d'adhésion

Nom et prénom :
Adresse :
Profession : Téléphone :
Je verse ma cotisation à l'Université Populaire du Travailleur Catalan et établis un chèque de 10 € à l'ordre de l'UPTC.
Date : Signature :

Bulletin à retourner accompagné du chèque à : Université Populaire du Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades, 66000 - Perpignan

Cabestany

Bibliothèque. 15 janvier 10h et 17h. La nuit de la lecture Gratuit.

Canet-en-Roussillon

Clap ciné. Dimanche 16 janvier à 20h25. Canetoiles- Le professeur.

Théâtre Jean Piat. Samedi 22 à 20h30 et 23 janvier à 15h. Comédie Musicale : *Oliver Twist* direction des Chœurs Bertille de Swarte 15€- Réduit 12€ jeune 6€.

Canohès

Théâtre du Reflexe. Mercredi 19 janvier à 15 h : théâtre jeune Public à partir de 4 ans Jean de l'Ours avec Georges Pawlov 6 €

Céret

Médiathèque Ludovic Massé. Mercredi 19 janvier 10h30. Les Contes de Wilfried Gratuit
Salle de l'Union. Vendredi 21 Janvier à 20h30. La fable de l'écureuil par la Compagnie Baldufa. 10€/8€/ Tarif réduit 5€ moins de 12 ans 4€

Saint-Laurent-de-la-Salanque

Salle Salanque. 15 janvier à 16h. Spectacle musical jeune public Harry et les mondes mystérieux 5€.

Sainte-Marie

Centre culturel Omega. 15 janvier à 16h. Musique : concert Rhapsody in blue.

Sortir de la puanteur des temps

Ca pue ! Faut pas s'en étonner avec les derniers propos de Macron : cela ne peut pas sentir la rose quand un président, dans sa fonction, avec des journalistes, dit vouloir couvrir de... les réfractaires à une vaccination.

Misère et pétoche d'un président : s'il estime que la vaccination est une obligation citoyenne (et c'est le cas puisqu'il dénie aux antivax leur citoyenneté) ne serait-il pas plus courageux, plus responsable et surtout plus efficace de rendre obligatoire une vaccination et de se donner les moyens de l'imposer. Les arguments scientifiques abondent, la plus grande partie de la population a franchi le pas. Dans une minorité, très disparate, les dérives contestataires de la vaccination se propagent dans une irrationalité incontrôlée et incontrôlable que l'expérience de millions de vaccinations réalisées est impuissante à endiguer.

Abuser son monde

Macron louvoie, insulte, se sert de la pandémie pour préparer son élection, faute d'être en mesure de traiter des vraies questions, cherche à abuser son monde. Il donne la mesure de son incompetence et de la dimension policière, discriminatoire, qu'il veut donner à la société, pour brouiller les

esprits. Et au début d'une troisième année de pandémie, ils le sont troublés, les esprits, même si globalement le civisme des comportements est exemplaire. Mais les esprits sont fatigués, l'optimisme est le plus souvent aux abonnés absents, le retour à une vie normale reste une illusion.

Nous restons éloignés de la vie politique et de ses échéances. La plus grande partie de la population reste au mieux dans une expectative prudente, parfois dans un désenchantement certain. Un nombre malheureusement conséquent se vautre à qui mieux mieux dans des choix racistes, outranciers et dangereux pour la démocratie et la république.

S'interroger sur la réalité des temps que nous vivons

Dans ces odeurs nauséabondes qui empuantissent notre vie, brouillent les consciences, comme le fait Macron avec ses propos, le/la citoyen-ne de base, tout en faisant le nécessaire pour fuir les virus, tout en télétravaillant, tout en surveillant ses enfants que l'école laisse souvent sans protection, s'interroge avec inquiétude sur la réalité des temps que nous vivons, sur ce qu'il peut en advenir politiquement socialement, mora-



lement. Il est de très bon augure que dans ce contexte les luttes sociales pour le pouvoir d'achat, la santé, les services publics, l'école, les droits perdurent et régénèrent une atmosphère qui sans cela serait totalement défraîchie.

La seule voie possible

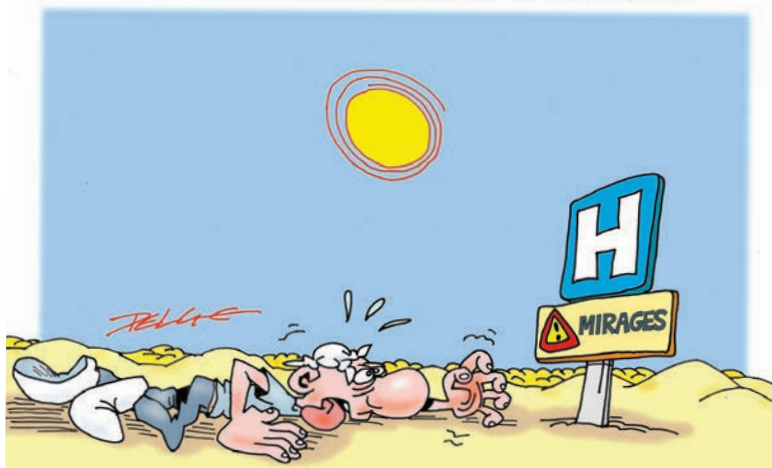
Mais j'ai le sentiment que l'on n'est pas tout à fait à la hauteur des enjeux qu'exige une situation exceptionnelle. Pour les forces politiques qui travaillent à une transformation de la société,

comme nous, l'heure est difficile et compliquée. Il est courageux, sain et salutaire de tenter de sortir des souffrances sociales, des injustices, des inégalités qui gangrèment la société. C'est la seule voie possible ! La pandémie rend l'issue plus incertaine encore. Mais il est de la dignité, de la fonction des choix politiques qui sont les nôtres de ne pas baisser les bras, de hausser le ton et nos ambitions pour sortir de la puanteur des temps.

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par

7 millions de Français vivent dans des déserts médicaux



Pécresse veut ressortir le Kärcher contre les voyous



Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site

